



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

CEP/WG.5/AC.2/2001/3
26 janvier 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Réunion des Signataires de
la Convention sur l'accès à l'information,
la participation du public au processus décisionnel
et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail sur les registres des rejets et
transferts de polluants
(Première réunion, Genève, 28 février - 2 mars 2001)
(Point 3 de l'ordre du jour provisoire)

**ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE RETENUS DANS UN PROJET
D'INSTRUMENT SUR LES REGISTRES DES REJETS
ET TRANSFERTS DE POLLUANTS**

Établi par le secrétariat

PRÉAMBULE

Les Parties au présent instrument,

Rappelant le paragraphe 9 de l'article 5 et le paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement,

Prenant en considération le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, qui prévoit notamment que chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et que les États doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci,

GE.01-30284 (F)

Prenant en considération les principes arrêtés et les engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (3-14 juin 1992), en particulier les dispositions du chapitre 19 du Programme Action 21, invitant notamment les gouvernements à améliorer et développer, avec la coopération des industries, les bases de données et les systèmes d'information sur les produits chimiques toxiques, tels que les programmes d'inventaire des émissions, et les programmes visant à promouvoir le respect du droit à l'information du public et des travailleurs, la connaissance la plus large possible des risques chimiques étant une condition préalable à la sécurité chimique,

Prenant en considération également le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 que l'Assemblée générale a adopté à sa dix-neuvième session extraordinaire (23-28 juin 1997) et dans lequel elle a réaffirmé tous les principes énoncés dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et a appelé à un renforcement des capacités et moyens nationaux de collecte, de traitement et de diffusion de l'information afin de rendre plus facilement accessible au public l'information sur les problèmes environnementaux mondiaux, en employant des moyens appropriés tels qu'une infrastructure hautement perfectionnée en matière d'information et de communication relatives à l'environnement planétaire, en tenant compte des particularités de chaque pays et en ayant recours, le cas échéant, à des outils tels que les systèmes d'information géographique et les techniques de transmission d'images vidéo, y compris la cartographie à l'échelle mondiale,

Tenant compte des travaux du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique et du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des substances chimiques,

Tenant compte également des principes énoncés et des informations présentées dans le document intitulé : "*Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes, un instrument au service de la politique d'environnement et du développement durable, manuel à l'intention des pouvoirs publics*", publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et prenant note de la recommandation C(96)41 du Conseil de l'OCDE sur la mise en œuvre des inventaires d'émissions et de transferts de matières polluantes, dans laquelle les pays membres sont invités à prendre des mesures afin d'établir, en tant que de besoin, de mettre en œuvre et de mettre à la disposition du public un système d'inventaires nationaux d'émissions et de transferts de matières polluantes et de promouvoir la comparabilité de ces inventaires nationaux et l'échange des données qu'ils renferment entre pays voisins,

Prenant en considération la décision 2000/479/EC du 17 juillet 2000 de la Commission des Communautés européennes concernant la création d'un registre européen des émissions de polluants,

Prenant en considération également les résolutions 97-04 et 00-07 du Conseil de la Commission nord-américaine de coopération environnementale concernant les mesures à prendre pour promouvoir la comparabilité des registres des rejets et transferts de polluants et, plus généralement, les registres de ce type,

Désirant instituer un mécanisme de nature à faciliter l'exercice du droit de chacun, dans les générations actuelles et futures, de vivre dans un environnement propice à sa santé et à son bien-être, en assurant la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement accessibles au public,

Désirant également que la mise en place de ces systèmes se fasse dans le respect des principes favorisant un développement durable comme le principe de précaution, le principe pollueur-payeur et le principe de l'internalisation des coûts de protection de l'environnement,

Sachant que l'exercice des droits énoncés dans la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, est lié à la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement adéquats,

Sachant également qu'il est important de prévenir et de réduire la pollution d'origine industrielle et autre pour protéger l'environnement et la santé des générations actuelles et des générations futures,

Sachant en outre qu'il est fondamental de réduire les rejets et transferts de polluants potentiellement dommageables et, autant que possible, d'y mettre fin pour parvenir à un développement écologiquement rationnel et durable,

Constatant que la mise à la disposition du public d'informations grâce au système de registres des rejets et transferts de polluants a contribué à une réduction substantielle et chiffrable de la pollution dans les pays qui se sont dotés d'un tel système,

Convaincues de l'intérêt des registres des rejets et transferts de polluants dans lesquels elles voient un outil d'un bon rapport coût-efficacité, qui permet de promouvoir une meilleure performance environnementale et de mettre à la disposition du public des informations sur les polluants rejetés dans les différentes communautés et sur les flux de polluants qui aboutissent dans celles-ci ou qui les traversent, et grâce auquel les pouvoirs publics peuvent suivre l'évolution de la situation, mettre en évidence les progrès réalisés dans la lutte contre la pollution, contrôler le respect de certains accords internationaux et fixer les priorités et évaluer les progrès accomplis dans le cadre des politiques et programmes relatifs à l'environnement,

Estimant que l'établissement de registres des rejets et transferts de polluants peut être réellement bénéfique pour l'industrie en rendant possible une meilleure gestion des substances chimiques,

Notant que les données consignées sur les registres des rejets et transferts de polluants permettent, une fois combinées avec les données sanitaires, environnementales, démographiques et économiques ou avec d'autres types d'informations pertinentes, de mieux comprendre les problèmes qui peuvent se poser, de repérer les "points noirs", de prendre des mesures préventives et correctrices et de fixer les priorités en matière de gestion de l'environnement,

Conscientes de la nécessité de mettre en place des systèmes de registres nationaux des rejets et transferts de polluants compatibles au niveau international pour accroître la comparabilité des données,

Notant que de nombreux États membres de la CEE, la Communauté européenne et les Parties à l'Accord de libre-échange nord-américain s'emploient actuellement à recueillir des données concernant les rejets et transferts de polluants de sources diverses et à mettre celles-ci

à la disposition du public, et tenant compte tout particulièrement de la longue et précieuse expérience acquise par certains pays dans ce domaine,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

OBJET

Afin de prévenir et de réduire la pollution de l'environnement et de protéger le droit de chacun, dans les générations actuelles et futures, de vivre dans un environnement propice à sa santé et à son bien-être, chaque pays garantit le droit d'accès du public à l'information concernant les rejets et les transferts de polluants dans l'environnement ainsi que les transferts de polluants à l'intérieur des établissements et d'un établissement à l'autre, et à l'information concernant la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources en mettant en place un registre cohérent et intégré des rejets et transferts de polluants à l'échelle nationale conformément aux dispositions du présent instrument.

Article 2

DÉFINITIONS

Aux fins du présent instrument,

1. Le terme "Partie" désigne, sauf indication contraire, une Partie contractante au présent instrument;
2. Le terme "Convention" désigne la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement;
3. Le terme "public" et les expressions "public concerné", "autorité publique" et "information(s) sur l'environnement" ont le sens qui leur est donné à l'article 2 de la Convention;
4. Le terme "établissement" désigne un complexe industriel ou agricole composé d'une ou de plusieurs installations érigées sur le même site ou sur des sites contigus ou voisins qui sont exploitées par la même personne physique ou morale et où se déroulent une ou plusieurs activités susceptibles de donner lieu au rejet ou au transfert d'un polluant quelconque;
5. L'expression "autorité compétente" désigne l'autorité ou les autorités nationales auxquelles une Partie a confié la responsabilité de la gestion d'un système de registres nationaux des rejets et transferts de polluants;
6. Le terme "polluant" désigne une substance qui est potentiellement nocive pour l'environnement en raison de ses propriétés physiques, chimiques ou biologiques;
7. Le terme "rejet" désigne tout déversement, fuite, pompage, écoulement, émission, vidange, dispersion, injection dans le sol, libération, évaporation, infiltration, décharge ou évacuation dans l'environnement (y compris l'abandon ou le fait de se débarrasser de fûts, conteneurs et autres

réceptacles fermés ou tout phénomène ou opération de ce type résultant de l'utilisation de produits hors du site), qu'il soit délibéré ou accidentel et qu'il ait un caractère régulier ou non;

8. Le terme "transfert" désigne :

a) L'enlèvement du site de polluants potentiels en vue de leur utilisation, réutilisation, stockage, traitement, valorisation énergétique, recyclage ou élimination;

b) L'enlèvement du site de polluants potentiels contenus dans des produits ou constituant eux-mêmes des produits; et

c) Le déplacement sur le site de polluants potentiels en vue de leur traitement, valorisation énergétique, recyclage ou élimination;

9. L'expression "sources diffuses" désigne les multiples sources de petite taille ou disséminées à partir desquelles des polluants peuvent être rejetés sur le sol, dans l'air et dans l'eau et avoir sur ces milieux un impact combiné important;

10. Les termes "national" ou "nationaux" et "à l'échelle nationale" doivent, lorsqu'il est question des obligations que le présent instrument impose aux organisations régionales d'intégration économique, être interprétés, sauf indication contraire, comme s'appliquant à la région en question.

Article 3

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Chaque Partie prend les mesures législatives, réglementaires et autres nécessaires pour mettre en place et gérer une structure accessible au public, transparente et cohérente aux fins de l'application des dispositions du présent instrument, y compris pour assurer la compatibilité des dispositions du présent instrument avec celles de la Convention, ainsi que les mesures d'exécution appropriées.

2. Chaque Partie s'emploie à faire connaître au public le registre des rejets et transferts de polluants (RRTP) visé à l'article 4 et veille à ce que le public bénéficie d'une aide et de conseils pour consulter le registre et comprendre et utiliser les informations qui y figurent. En outre, chaque Partie veille à ce que, dans les établissements tenus de communiquer des données aux fins de leur inscription au registre des rejets et transferts de polluants, le personnel reçoive une formation et obtienne de la direction des informations concernant la surveillance à exercer, les statistiques à tenir et les données à notifier, et puisse facilement consulter les données relatives aux rejets et aux transferts recueillies sur place. Chaque Partie met sur pied des programmes de renforcement des capacités, publie des documents d'orientation et veille à ce que le personnel nécessaire soit désigné pour atteindre les objectifs définis dans le présent paragraphe.

3. Les dispositions du présent instrument ne portent pas atteinte au droit des Parties de tenir ou de mettre en place un registre des rejets et transferts de polluants plus ambitieux ou plus accessible au public que celui prévu par le présent instrument.

4. Chaque Partie veille à ce que les personnes qui signalent aux autorités publiques des violations de la législation nationale ne soient en aucune façon pénalisées, persécutées ou soumises à des mesures vexatoires pour avoir agi ainsi.
5. Pour déterminer si le présent instrument s'applique à tel ou tel établissement, activité ou substance, chaque Partie se conforme au principe de précaution. L'absence de certitude scientifique absolue ne saurait justifier l'exclusion d'établissements, d'activités ou de substances particuliers du champ d'application du présent instrument.
6. Dans le cadre de l'application du présent instrument, chaque Partie s'attache à promouvoir le principe de l'internalisation des coûts de protection de l'environnement, y compris du coût de la surveillance, de la tenue de statistiques, de la notification et des mesures à prendre pour que le public ait accès aux informations relatives à la surveillance des établissements, ainsi que les coûts liés à la mise en place et à la tenue d'un registre national des rejets et transferts de polluants accessible au public.

Article 4

OBLIGATION D'ÉTABLIR UN REGISTRE DES REJETS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. Chaque Partie établit un registre national cohérent, accessible au public et facile à utiliser :
 - a) Des rejets et transferts des polluants visés à l'article 7 qui ont pour origine les types d'établissements visés à l'article 6;
 - b) Des consommations d'eau, d'énergie et d'autres ressources visées à l'article 7 par les types d'établissements visés à l'article 6; et
 - c) Des rejets des polluants visés à l'article 7 provenant des catégories de sources diffuses énumérées à l'annexe III,conformément aux dispositions du présent instrument.
2. Le registre visé au paragraphe 1 est installé sur une base de données structurée et informatisée, et tenu par l'autorité compétente grâce aux informations communiquées périodiquement par les établissements et par les autorités ou organismes chargés de recueillir des informations concernant les polluants provenant de sources diffuses conformément au paragraphe 2 de l'article 6.
3. Chaque Partie prend les mesures législatives nécessaires pour que les données requises aux fins de la tenue du registre visé au paragraphe 1 soient recueillies conformément à l'article 9 et soumises à l'autorité compétente conformément à l'article 8.
4. Chaque Partie veille à ce que les données soient communiquées, rassemblées et consignées sur le registre sur une base annuelle, par année civile. Les Parties veillent à ce que les informations soumises par chaque établissement ou autre organisme déclarant soient inscrites au registre aussitôt que possible après leur communication. Sauf dans le cas des Parties qui sont des organisations régionales d'intégration économique, les informations portant sur une année civile

donnée sont communiquées à l'autorité compétente au plus tard le 1er avril de l'année suivante et sont inscrites au registre le 1er juin de la même année au plus tard. Chaque Partie qui est une organisation régionale d'intégration économique veille à ce que les informations portant sur une année civile donnée soient communiquées à son autorité compétente pour le 1er juin de l'année suivante et soient inscrites au registre le 1er août de la même année au plus tard.

5. Chaque Partie veille à ce que les données consignées sur le registre visé au paragraphe 1 soient présentées à la fois sous forme agrégée et sous forme détaillée, afin que les rejets et transferts puissent être ventilés en fonction de l'établissement, de la société, du polluant (y compris des différentes substances chimiques), du lieu géographique précis et de la destination, qu'il s'agisse de l'air, du sol, de l'eau ou d'un produit. Le registre qui sera constitué progressivement suivant le calendrier prévu à l'article 5 devra finalement comprendre au minimum les éléments énumérés à l'annexe I. Pour concevoir le registre, il faudra tenir compte de l'augmentation dans l'avenir du nombre d'informations à communiquer au titre du présent instrument, du possible allongement de la liste des établissements soumis à l'obligation de notification et de la liste des polluants visés, ainsi que de l'éventuelle modification des seuils fixés pour ceux-ci.

6. Chaque Partie veille à ce que le public ait accès aux données consignées sur le registre et à ce qu'il participe au processus décisionnel correspondant, comme prévu aux articles 10 et 11.

7. Les systèmes nationaux de RRTP doivent être dotés de moyens de traitement et de gestion des données qui permettent de vérifier les informations communiquées.

8. Afin que les établissements et organismes déclarants n'aient pas à communiquer plusieurs fois les mêmes données, les systèmes de RRTP pourront être coordonnés autant que possible avec les systèmes d'information existants, comme les mécanismes de notification mis en place au titre des régimes d'autorisation ou des permis d'exploitation, à condition que ceux-ci soient obligatoires. Il faudra tenir compte des informations à communiquer au titre des autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement et des objectifs de réduction des émissions fixés par ces accords aux fins de l'application du présent instrument, y compris pour décider des nouveaux polluants et des nouveaux établissements à prendre en considération.

Article 5

CONSTITUTION PROGRESSIVE DES REGISTRES

1. Chaque Partie veille à ce que le 1er juin de l'année suivant la première année civile complète qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur du présent instrument à son égard, le registre national des rejets et transferts de polluants contienne des informations concernant les rejets et les transferts hors site au cours de l'année précédente des polluants visés à l'article 7 qui ont pour origine les établissements visés à l'article 6, à l'exception des rejets de polluants provenant de produits et des transferts de polluants contenus dans des produits ou constituant eux-mêmes des produits.

2. Chaque Partie veille à ce que le 1er juin de l'année suivant la troisième année civile complète qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur du présent instrument à son égard, le registre national des rejets et transferts de polluants contienne, outre les éléments énumérés au paragraphe 1 :

a) Des informations ventilées par établissement sur la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources comme prévu aux articles 6 et 7;

b) Des objectifs de réduction des rejets de polluants et de la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources conformément au paragraphe 3 de l'article 8;

c) Des données concernant les polluants provenant de sources diffuses conformément aux articles 6 et 7;

d) Des données sur les rejets et transferts de polluants contenus dans des produits ou constituant eux-mêmes des produits conformément aux articles 6 et 7; et

e) Des données concernant les transferts sur le site de polluants potentiels.

3. Chaque Partie devra progressivement développer le registre national des rejets et transferts de polluants afin d'y inclure des informations sur :

a) Les rejets et transferts de substances radioactives et de rayonnements (y compris de rayonnements électromagnétiques);

b) Le bruit; et

c) Les organismes génétiquement modifiés et les produits contenant des organismes génétiquement modifiés ou obtenus à partir de tels organismes.

Article 6

OBLIGATION DE NOTIFICATION

1. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants de tous les établissements relevant de sa juridiction

a) où se déroulent une ou plusieurs des activités énumérées à l'annexe II;

b) qui rejettent ou transfèrent des quantités de polluants supérieures aux seuils fixés comme prévu à l'article 7; ou

c) dont la consommation d'eau, d'énergie ou d'autres ressources est supérieure aux seuils fixés dans la troisième partie de l'annexe IV,

de soumettre à l'autorité compétente les informations indiquées à l'article 8.

2. Chaque Partie charge une ou plusieurs autorités publiques ou un ou plusieurs organismes de communiquer des informations sur les rejets des polluants indiqués à l'article 7 qui proviennent des catégories de sources diffuses énumérées à l'annexe III.

Article 7

POLLUANTS ET RESSOURCES SOUMIS À NOTIFICATION

1. Les Parties font obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification au titre de l'article 6 de communiquer des informations sur chacun des polluants énumérés dans la première partie de l'annexe IV dont les quantités rejetées ou transférées sont supérieures aux seuils fixés dans cette même partie.
2. Progressivement, et dès que possible, les Parties feront obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification au titre de l'article 6 de communiquer des informations sur chacun des polluants énumérés dans la deuxième partie de l'annexe IV dont les quantités rejetées ou transférées sont supérieures aux seuils fixés dans cette même partie.
3. Les Parties font obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification au titre de l'article 6 de communiquer des informations sur la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources, lorsque les quantités utilisées sont supérieures aux seuils fixés dans la troisième partie de l'annexe IV.
4. Chaque Partie fait obligation aux autorités publiques ou aux autres organismes qu'elle a désignés en application du paragraphe 2 de l'article 6 de communiquer des informations sur les rejets de sources diffuses de chacun des polluants énumérés dans la première partie de l'annexe IV, lorsque les rejets de ce polluant provenant de la catégorie de sources diffuses considérée représentent globalement une part importante du total des rejets nationaux de ce polluant.
5. Chaque Partie réexamine régulièrement ses listes nationales de polluants et de ressources et les met à jour conformément aux critères définis au niveau national et aux critères prévus par le présent instrument.

Article 8

INFORMATIONS À COMMUNIQUER

1. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification au titre de l'article 6 de réunir et de communiquer à l'autorité compétente, chaque année, le 1er avril au plus tard, au moyen du formulaire présenté dans la première partie de l'annexe V, et en tenant compte des prescriptions de l'article 5 concernant la constitution progressive du registre, les informations ci-après portant sur l'année civile précédente, ventilées par établissement :
 - a) Pour chacun des polluants soumis à notification au titre de l'article 7, la quantité rejetée directement dans l'environnement au cours de la période considérée, à savoir aussi bien le volume global des rejets que la quantité totale rejetée dans chaque milieu, en distinguant au

minimum entre les rejets dans l'air, les rejets dans l'eau, les rejets sur le sol et les rejets par injection dans le sol;

b) Pour chacun des polluants soumis à notification au titre de l'article 7, la quantité qui, d'après le propriétaire ou l'exploitant de l'établissement, sera rejetée par tout produit contenant la substance en question au cours des phases d'utilisation et d'élimination hors site, l'ensemble du cycle de vie du produit étant pris en considération si une analyse fondée sur le cycle de vie a été réalisée pour ce produit;

c) Pour chacun des polluants potentiels soumis à notification au titre de l'article 7, la quantité transférée au cours de la période considérée, en distinguant entre les transferts sur le site et les transferts hors du site et en ventilant les données en fonction de la destination du polluant potentiel - utilisation, réutilisation, stockage, traitement, valorisation énergétique, recyclage, élimination, incorporation dans des produits ou produits à part entière;

d) Pour chacun des polluants potentiels soumis à notification au titre de l'article 7, la quantité présente sur le site au cours de la période considérée qui n'est pas comptabilisée dans les transferts visés à l'alinéa c) ci-dessus;

e) La consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources soumise à notification au titre de l'article 7 au cours de la période considérée;

f) Une comparaison des quantités visées aux alinéas a) à e) et des chiffres correspondant à la période de notification précédente;

g) La méthode utilisée pour obtenir les informations susmentionnées, qu'elle repose sur des mesures, des calculs ou des estimations.

2. Dans les informations à communiquer au titre du paragraphe 1 une distinction doit être faite entre les rejets et transferts découlant d'activités régulières et délibérées et ceux consécutifs à des accidents ou à des faits exceptionnels.

3. Conformément aux prescriptions de l'article 5 concernant la constitution progressive du registre, les objectifs de réduction des rejets et transferts de polluants ainsi que de la consommation d'eau, d'énergie et d'autres ressources soumis à notification au titre des articles 6 et 7 devront être communiqués avec les informations visées au paragraphe 1. Ces objectifs de réduction peuvent avoir un caractère non contraignant.

4. Chaque Partie fait obligation aux autorités publiques ou aux autres organismes qu'elle a désignés en application du paragraphe 2 de l'article 6 de réunir et de communiquer à l'autorité compétente, chaque année, le 1er avril au plus tard, au moyen du formulaire présenté dans la deuxième partie de l'annexe V, et en tenant compte des prescriptions de l'article 5 concernant la constitution progressive du registre, les informations ci-après portant sur l'année civile précédente :

a) Pour chacun des polluants énumérés dans la première partie de l'annexe IV, les rejets annuels globaux provenant des sources diffuses énumérées à l'annexe III dans l'air, dans l'eau et sur le sol, présentés polluant par polluant, lorsque ces rejets représentent une part importante du total des rejets nationaux du polluant en question;

- b) Une comparaison des quantités communiquées chaque année et des chiffres correspondant à la période de notification précédente; et
- c) La méthode utilisée pour obtenir les informations susmentionnées.

5. Chaque Partie veille à se doter du régime de surveillance et de notification obligatoire nécessaire pour garantir la communication des données concernant les substances radioactives et les rayonnements, le bruit ainsi que les organismes génétiquement modifiés et les produits contenant des organismes génétiquement modifiés ou obtenus à partir de tels organismes requises au titre du paragraphe 3 de l'article 5. En attendant que l'inscription de ces données au registre national des rejets et transferts de polluants devienne obligatoire, chaque Partie intègre, éventuellement, dans son registre des liens vers d'autres bases renfermant ce type d'information.

Article 9

SURVEILLANCE ET TENUE DE STATISTIQUES

1. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements tombant sous le coup des dispositions de l'article 6 de surveiller eux-mêmes, selon la périodicité voulue, les rejets et transferts des polluants soumis à notification au titre de l'article 7 et de tenir des statistiques détaillées, notamment des quantités totales rejetées et transférées polluant par polluant. Ceux-ci doivent également garder la trace des méthodes appliquées pour parvenir à ces totaux, qu'il s'agisse de mesures, de calculs ou d'estimations. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements de conserver l'ensemble des documents étayant les informations qu'ils communiquent périodiquement aux fins d'inscription au RRTP. Le public a accès aux informations réunies en application du présent paragraphe conformément à l'article 10.
2. En ce qui concerne les rejets de polluants provenant de sources diffuses, les organismes déclarants peuvent utiliser à la fois les données de surveillance, les statistiques existantes et les coefficients d'émission pour estimer les rejets par zone d'activité; à partir de ces estimations elles déterminent ensuite par des moyens statistiques les niveaux les plus probables des rejets totaux de sources diffuses, l'agrégation de ces valeurs de caractère indicatif devant se faire à l'échelon territorial le plus restreint possible.
3. Les Parties prévoient que les données à communiquer doivent être obtenues au moyen de méthodes de surveillance ainsi que de méthodes de mesure, de calcul et d'estimation approuvées au niveau international lorsqu'il en existe.

Article 10

ACCÈS DU PUBLIC À L'INFORMATION

1. Sans préjudice des prescriptions supplémentaires énoncées dans les paragraphes suivants du présent article, les dispositions pertinentes de la Convention constituent le cadre juridique minimal régissant l'accès du public à l'information relative à l'environnement et la mise à disposition de ce type d'information au titre du présent instrument.

2. Le registre est conçu de façon que le public puisse le consulter très facilement par le biais d'Internet et par d'autres moyens informatiques ainsi que sur papier. Du fait de la conception, les informations qu'il renferme sont à tout moment et immédiatement accessibles par des moyens électroniques.
3. Sous réserve du paragraphe 6 ci-après, le public a pleinement accès, sans frais, aux informations consignées sur le registre national des rejets et transferts de polluants sous forme électronique et, aux fins de consultation, sur support papier. En outre, le public concerné peut obtenir des copies papier sans frais.
4. Les Parties font obligation à l'autorité compétente de rassembler et de publier les données inscrites au registre des rejets et transferts de polluants sur support papier six mois au plus tard après l'expiration du délai de notification fixé pour la période considérée. Chaque Partie doit aussi produire un rapport dans lequel elle interprète les données communiquées aux fins d'inscription au registre national des rejets et transferts de polluants dans les 12 mois qui suivent l'expiration du délai de notification fixé pour la période considérée.
5. Chaque Partie met en place des points d'information électroniques par le biais desquels le public pourra consulter les bases de données du RRTP. Ces points d'information pourront être installés dans les bibliothèques publiques, les édifices abritant les autorités locales et d'autres lieux appropriés, compte tenu de la nécessité de faciliter l'accès du public à l'information en dehors des heures de bureau normales.
6. Lorsque la loi protège le secret commercial ou industriel afin de préserver un intérêt économique légitime, les Parties peuvent prévoir l'examen par l'autorité compétente des demandes présentées par les propriétaires ou exploitants d'établissements qui souhaitent que certaines informations concernant les transferts sur le site ou des substances chimiques particulières entrant dans le processus de production restent confidentielles. Le secret ne peut être réclaté pour les informations concernant les rejets et les transferts hors du site. L'autorité compétente doit examiner les demandes de ce type avec circonspection, en tenant compte de l'intérêt que la divulgation des informations en question présenterait pour le public. Lorsqu'il est fait droit à une demande de confidentialité, l'information n'est pas rendue publique et est enregistrée sous une forme qui ne permet pas au public d'y avoir accès. En pareil cas, les noms chimiques des polluants sont remplacés, dans la partie publique du registre, par les codes d'identification de la catégorie correspondante, complétés par des informations sur les risques que ces polluants présentent pour la santé et l'environnement. Lorsqu'une information n'est pas présentée dans la partie publique du registre, il faut indiquer dans le registre de quel type d'information il s'agit.
7. Chaque Partie veille à ce que les informations relatives à l'environnement réunies en application de l'article 9 soient mises à la disposition du public aux conditions applicables en vertu de la Convention aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques, que ces informations soient effectivement détenues par une autorité publique ou qu'elles restent en la possession uniquement de l'établissement ou d'un autre organisme déclarant qui n'est pas une autorité publique. Lorsque les informations en question ne sont pas en la possession d'une autorité publique, elles sont mises à la disposition du public par l'établissement ou un autre organisme déclarant à des conditions équivalant à celles qui s'appliqueraient si ces informations étaient mises à la disposition du public par une autorité publique. Lorsque les

informations réunies en application de l'article 9 sont mises à la disposition du public directement par l'établissement ou par un autre organisme déclarant et non par une autorité publique, les Parties peuvent prévoir la possibilité pour l'établissement ou l'organisme déclarant de ne pas divulguer certaines informations qu'il juge confidentielles.

Article 11

PARTICIPATION DU PUBLIC À LA CRÉATION OU À LA MODIFICATION DE REGISTRES NATIONAUX DES REJETS ET TRANSFERTS DE POLLUANTS

1. Sans préjudice des prescriptions supplémentaires énoncées dans les paragraphes suivants du présent article, les dispositions pertinentes de la Convention constituent le cadre juridique minimal régissant la participation du public aux mesures prises pour donner effet aux dispositions du présent instrument.
2. Chaque Partie avise le public concerné, de manière efficace et au début du processus décisionnel, de son intention de créer ou de modifier un registre national des rejets et transferts de polluants. Elle doit notamment le renseigner sur la procédure envisagée, y compris les possibilités et les modalités de participation du public, ainsi que sur les informations complémentaires disponibles à ce sujet et les moyens de les obtenir.
3. Indépendamment des informations qui doivent être mises à la disposition du public au titre de la Convention ou de l'article 10, chaque Partie veille à ce que, pendant le processus de création ou de modification du RRTP national, le public puisse obtenir dans les meilleurs délais et sans frais des informations sur le projet de registre - champ, nature, structure, fonctionnement et contenu – ou sur les modifications qu'il est proposé d'apporter à ces éléments, à partir du moment où ces informations sont disponibles, sans préjudice du droit que la Convention reconnaît aux Parties de refuser de divulguer certaines données.
4. Le public est habilité à soumettre toute observation, information, ou analyse et à donner tout avis qu'il juge de nature à faciliter le processus décisionnel et, tout en respectant le cadre juridique minimal que constitue le présent instrument, l'organisme ou les organismes chargés de créer ou de modifier le registre, tiennent dûment compte de sa contribution.
5. Chaque Partie veille à ce que, une fois que la décision de créer ou de modifier le registre a été prise, le public soit promptement informé de cette décision, des raisons et des considérations qui la motivent et de la façon dont sa contribution a été prise en compte.

Article 12

EXÉCUTION DES OBLIGATIONS ET ACCÈS À LA JUSTICE

1. Chaque Partie veille à ce que ses autorités publiques compétentes disposent de pouvoirs et de moyens suffisants pour engager des procédures administratives, civiles ou pénales afin de contraindre les établissements à communiquer des informations exhaustives et exactes et à mettre ces informations à la disposition du public, comme ils en ont l'obligation. La communication délibérée d'informations mensongères constitue une infraction pénale.

2. Chaque Partie garantit le droit de toute personne d'adresser à l'autorité compétente une requête en réexamen des demandes de confidentialité présentées au titre du paragraphe 6 de l'article 10. Lorsqu'elle réexamine ces demandes, l'autorité compétente tient compte de l'intérêt que la divulgation des informations en question présenterait pour le public. Les décisions définitives rendues au titre du présent paragraphe sont susceptibles de recours devant un tribunal ou un autre organe indépendant et impartial prévu par la loi.

3. Lorsqu'un établissement ou un autre organisme qui n'est pas une autorité publique a décidé de ne pas divulguer certaines informations en vertu du paragraphe 7 de l'article 10, le public est habilité à faire réexaminer cette décision par un tribunal ou un autre organe indépendant et impartial prévu par la loi.

4. Chaque Partie garantit le droit de toute personne de demander à l'autorité compétente d'examiner si les obligations imposées aux autorités publiques ou aux établissements par le présent document aux fins de la création et de la tenue d'un registre des rejets et transferts de polluants, y compris les obligations concernant l'accès à l'information et la participation du public qui découlent des articles 10 et 11, ont bien été remplies. Les décisions définitives rendues au titre du présent paragraphe sont susceptibles de recours devant un tribunal ou un autre organe indépendant et impartial prévu par la loi.

Article 13

REGISTRE RÉGIONAL

1. Un registre reprenant la totalité des données inscrites aux registres nationaux des Parties est constitué pour la région de la CEE. Le registre régional sera tenu par [nom de l'organisme responsable] et remplira tous les critères pertinents applicables aux registres nationaux.

2. Chaque année, le 1er juin au plus tard et ce à compter de l'année suivant la première année civile complète qui s'est écoulée depuis l'entrée en vigueur du présent instrument, chaque Partie communique les données figurant sur son registre national au [nom de l'organisme responsable] pour inscription au registre régional.

3. Les Parties coopèrent avec [nom de l'organisme responsable] pour faciliter l'harmonisation des méthodes de collecte et de présentation des données.

Article 14

COOPÉRATION INTERNATIONALE

1. Les Parties coopèrent et, selon le cas, s'entraident :

a) Pour mener à bien des actions internationales à l'appui des objectifs du présent instrument;

b) Sur demande, pour mettre en œuvre des systèmes nationaux aux fins du présent instrument.

2. Périodiquement les Parties s'informent mutuellement des résultats de l'application des systèmes de RRTP et partagent ces résultats avec les pays non parties, l'accent étant mis tout particulièrement sur la mise en commun entre États voisins des données concernant les zones frontalières.

Article 15

PROCESSUS DE SUIVI

(Les Parties au présent instrument pourraient tenir leurs propres réunions ou bien elles pourraient suivre et superviser la mise en œuvre de celui-ci dans le cadre des réunions des Parties à la Convention (c'est cette dernière solution qui a été retenue pour quelques-uns des protocoles à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance). Dans un cas comme dans l'autre, les éléments énumérés ci-après pourraient être pertinents.)

Les Parties suivent en permanence l'application et le développement du présent instrument sur la base des informations communiquées régulièrement par les Parties, et, dans cette optique :

- a) Passent en revue les politiques et les démarches juridique et méthodologique adoptées pour mettre en place des systèmes de RRTP, s'emploient à les rapprocher et renforcent la coopération transfrontière et internationale conformément à l'article 14;
- b) Évaluent les progrès accomplis dans la mise en œuvre du présent instrument sur la base des informations fournies par les Parties conformément aux directives arrêtées par la Réunion des Parties, ces directives devant tenir compte de la nécessité d'éviter toute redondance en ce qui concerne les données à communiquer;
- c) Sont tenues informées des progrès accomplis dans la mise en œuvre du présent instrument;
- d) Fixent les modalités de participation d'autres organismes internationaux gouvernementaux et non gouvernementaux compétents aux réunions et autres activités pertinentes aux fins du présent instrument;
- e) Définissent un programme de travail, y compris des projets à exécuter conjointement dans le cadre du présent instrument et de la Convention, et mettent en place les structures qui peuvent être nécessaires pour mener à bien ce programme de travail;
- f) Créent les organes subsidiaires qu'elles jugent nécessaires;
- g) Étudient et adoptent des directives et des recommandations propres à promouvoir l'application des dispositions du présent instrument;
- h) Échangent des informations sur les enseignements tirés de la conclusion et de la mise en œuvre d'accords bilatéraux et multilatéraux ou d'autres arrangements qui ont un rapport avec l'objet du présent instrument et auxquels une ou plusieurs d'entre elles sont Parties;

- i) Sollicitent, s'il y a lieu, les services des organes concernés de la CEE ainsi que d'autres organismes internationaux compétents et de comités particuliers sur différents points à prendre en compte aux fins du présent instrument;
- j) Étudient et adoptent des propositions d'amendements au présent instrument conformément aux dispositions de l'article [...];
- k) Réexaminent régulièrement les annexes au présent instrument, notamment :
 - i) L'annexe II, afin, en particulier, de déterminer s'il y a lieu de la modifier pour prendre en considération d'autres activités qui donnent lieu à d'importants rejets ou transferts d'un ou de plusieurs des polluants visés à l'annexe IV, ou nécessitent la consommation de grosses quantités d'eau, d'énergie ou de matières; et
 - ii) L'annexe IV, afin, en particulier, de déterminer s'il y a lieu de la modifier pour prendre en considération d'autres polluants dont le rejet ou le transfert représente un risque pour la santé de l'homme ou pour l'environnement, compte tenu des informations à communiquer et des objectifs de réduction des émissions fixés au titre des accords internationaux pertinents applicables dans la région de la CEE, pour prendre en considération d'autres ressources au vu de nouvelles données montrant que celles-ci s'amenuisent, ou pour réviser les seuils qui y sont fixés;
- l) À leur première réunion,
 - i) Font le point des informations communiquées sur les rejets provenant de sources diffuses, en vue d'adopter des critères et des seuils plus précis dans un souci d'harmonisation accrue des données obtenues à ce sujet;
 - ii) Font le point de l'application du paragraphe 3 de l'article 5 et réfléchissent aux nouvelles mesures qui pourraient être prises pour harmoniser les obligations et les méthodes de surveillance et de notification des rejets et des transferts en ce qui concerne les rayonnements et les substances radioactives, le bruit et les organismes génétiquement modifiés;
 - iii) Envisagent l'adoption de mesures pour harmoniser davantage les méthodes de détermination des rejets et transferts, par exemple de directives, en tenant compte des orientations définies dans le cadre d'autres processus internationaux; et
 - iv) Envisagent d'arrêter des dispositions financières et d'instituer des mécanismes d'assistance technique pour faciliter l'application du présent instrument.

(DISPOSITIONS FINALES, avec, éventuellement, des articles portant sur les points suivants :

- *Droit de vote*
- *Secrétariat*
- *Annexes*
- *Amendements*
- *Respect des dispositions*
- *Règlement des différends*
- *Signature*
- *Dépositaire*
- *Ratification, acceptation, approbation et adhésion*
- *Entrée en vigueur*
- *Dénonciation*
- *Textes authentiques)*

Annexe I

CONTENU DES REGISTRES NATIONAUX DES REJETS ET
TRANSFERTS DE POLLUANTS

Annexe II

ACTIVITÉS POUR LESQUELLES LES ÉTABLISSEMENTS SONT SOUMIS
À L'OBLIGATION DE NOTIFICATION

*(Il serait possible de reprendre la liste d'activités figurant à l'annexe I de la Convention,
en supprimant certains éléments, et en en ajoutant d'autres)*

Annexe III

CATÉGORIES D'ACTIVITÉS VISÉES PAR LES DISPOSITIONS PRÉVOYANT
LA COMMUNICATION D'INFORMATIONS SUR LES SOURCES DIFFUSES

Annexe IV

Première partie : SUBSTANCES POUR LESQUELLES LA NOTIFICATION
EST OBLIGATOIRE

Deuxième partie : SUBSTANCES POUR LESQUELLES LA NOTIFICATION
EST FACULTATIVE

*(Il serait possible de reprendre la liste figurant à l'annexe A1 de la décision 2000/479/EC
du 17 juillet 2000 de la Commission des Communautés européennes)*

Troisième partie : SEUILS À PARTIR DESQUELS LA CONSOMMATION D'EAU,
D'ÉNERGIE ET DE RESSOURCES DOIT ÊTRE NOTIFIÉE

Annexe V

Première partie : FORMULE DE NOTIFICATION À UTILISER PAR
LES ÉTABLISSEMENTS

Deuxième partie : FORMULE DE NOTIFICATION CONCERNANT
LES SOURCES DIFFUSES
